

**Unité bidépartementale
Calvados Manche**
Équipe risques accidentels

Caen , le 20 février 2023

Mél : ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 02 50 01 85 57 – Fax : 02 50 01 85 90

Réf : 2023 – 127

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MESSAGERIES LAITIÈRES

Parc d'activités les Neuvières
14500 Vire Normandie

Code AIOT : 0005305866

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement MESSAGERIES LAITIÈRES implanté Parc d'activités les Neuvières 14500 Vire Normandie. L'inspection a été annoncée le 02/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection entre dans le cadre d'une action régionale portant sur la détection gaz dans un site avec un système de réfrigération à l'ammoniac.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MESSAGERIES LAITIÈRES
- Parc d'activités les Neuvières 14500 Vire Normandie
- Code AIOT : 0005305866
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les MESSAGERIES LAITIÈRES exploite une plateforme logistique à température dirigée (+ 2°C), destinée à la réception, l'entreposage temporaire, le reconditionnement éventuel et l'expédition de produits laitiers. La plateforme logistique dispose de 3 chambres de stockage et préparation de 6 000 m² chacune et d'une zone de co-packing de 1 460 m².

Installée sur son nouveau site de Vire au niveau de la Zone d'Activités Les Neuvières depuis octobre 2009, l'exploitation du site est régie par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 août 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- détection gaz et actions de sécurité associées
- suites de la précédente inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Détection Ammoniac – ancienneté, environnement et compétence	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Détection Ammoniac – technologie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
2	Détection Ammoniac – architecture	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
6	Détection Ammoniac – dispositif direction du vent	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
8	Détection Ammoniac – fréquence, périmètre et saisonnalité des tests	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
12	Suites de la précédente inspection du 13/02/2020	Lettre du 09/03/2020

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit pouvoir justifier d'une implantation adaptée de son système de détection par rapport au risque toxique ammoniac.

En outre, le contrôle de la détection gaz ammoniac du site nécessite des ajustements tels que la mise à jour des plans, la rédaction et la mise en oeuvre d'une consigne relative à la vérification du système de détection et l'amélioration de la traçabilité des tests associés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection Ammoniac – technologie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – technologie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.</p> <p>Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p> <p>Constats : L'établissement dispose de 2 centrales de détection de l'ammoniac et 6 détecteurs. Les détecteurs installés dans les 2 salles des machines sont de type explosimétriques (cellules catalytiques) et toximétriques (cellules électrochimiques). Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Détection Ammoniac – architecture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – architecture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.</p> <p>Constats : Le site dispose d'une installation de détection dans chacune des 2 salle des machines avec réciproquement 4 dans la première et 2 dans la plus petite des 2 chambres; chacune est reliée à une centrale (marque OLDHAM, modèles MX32 et MX48). Les centrales gaz sont reliées à un automate de sécurité avec remontée sur les téléphones d'astreinte, loge gardien et équipe maintenance. L'exploitant a transmis les notices d'installations et d'utilisation pour chacune des 2 centrales installées sur site; ces documents ne précisent pas directement quelles sont les types de détecteurs adaptés aux centrales. Il est toutefois spécifié que "Le seul moyen de vérifier l'aptitude à la fonction détection du ou des capteur(s) relié(s) MX32 est le calibrage, effectué à l'aide d'un gaz étalon". Considérant que les tests étalon sont effectués avec succès, il peut en être déduit que les détecteurs sont adaptés.</p> <p>Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.
Constats : Une liste du matériel de détection NH3 a été transmise; celle-ci doit être complétée en faisant apparaître tous les détecteurs (6 au total), leurs marques/modèles et leurs fonctionnalités. Ces détecteurs doivent apparaître sur un plan permettant d'identifier leurs localisations. L'exploitant indique que le dimensionnement de l'installation a été réalisé suivant les conseils de leur prestataire, en fonction de la taille de la salle des machines. La présence des détecteurs a pu être constatée lors de la visite. Mais aucune étude d'implantation n'a été présentée.
Observations : Une étude d'implantation permettant de justifier de la localisation, du nombre et de la hauteur des détecteurs doit être transmise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p>Constats : Les 2 seuils de sécurité définis pour les détecteurs toximétriques sont 500ppm (seuil SEI à 30 minutes) et 1000ppm;</p> <p>Ceux-ci ont été définis en transposant les dispositions de l'arrêté du 19 novembre 2009 applicables aux installations relevant du régime de la déclaration sous la rubrique n° 4735 dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent (non définis dans l'arrêté ministériel applicable aux installations relevant de l'autorisation).</p> <p>Pour les détecteurs explosimétriques, ces seuils sont de 2000 et 4000 ppm.</p> <p>Ces seuils sont en adéquation avec la gamme de mesure des détecteurs explosimétriques (jusqu'à 5000ppm). Pour les détecteurs toximétriques, au niveau métrologique, les plages de début et fin de gamme (+/- 10%, fonction du capteur) sont celles présentant le plus fort domaine d'incertitude. Or, le 2e seuil étant fixé à 1000 ppm, équivalant à la limite haute de la gamme des capteurs; ainsi, si le capteur est dans son domaine d'incertitude en dérive négative, il risque de ne jamais atteindre ce 2ème seuil et de ne pas déclencher les actions de sécurité associées.</p> <p>En cas de dépassement du seuil, les détecteurs déclenchent une alarme sonore et l'arrêt des installations; une procédure figure dans le POI. L'alarme est également retransmise sur les téléphones des responsables de site, maintenance et la loge gardien.</p> <p>Les tests couvrent l'ensemble de la chaîne de sécurité (asservissement). Toutefois la coupure des énergies n'est vérifiée que sur 1 seul des détecteurs par centrale afin d'éviter de faire disjoncter l'installation plusieurs fois de suite.</p> <p>Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.</p> <p>Observations : Afin de garantir l'efficacité de la détection, l'exploitant doit, sous 1 mois au plus tard, redéfinir le 2ème seuil de sécurité des détecteurs ammoniac concernés hors de la plage d'incertitude du capteur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<p>Constats : Selon la déclaration de l'exploitant, aucun incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique n'est survenu au cours de l'année écoulée.</p> <p>Toutefois l'exploitant indique qu'il y a déjà eu des déclenchements de l'alarme lors de travaux (opérations de dégazages avec fuites) au cours d'années précédentes.</p> <p>En cas d'exposition importante à l'ammoniac, les détecteurs peuvent subir une détérioration et ne plus démontrer l'efficacité suffisante. L'exploitant doit dans ce cas établir une procédure spécifique relative à la remise en service du système de détection suite à un dépassement de seuil.</p>
Observations : L'exploitant doit rédiger et porter à la connaissance du personnel concerné sous 2 mois au plus tard une procédure spécifique post-déclenchement des seuils de sécurité incluant le test des détecteurs potentiellement impactés. Cette consigne sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Détection Ammoniac – dispositif direction du vent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – dispositif direction du vent
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent</p>
<p>Constats : Deux manches à air ont été installées au-dessus des salles des machines; elles sont visibles de jour et de nuit grâce à un éclairage situé dessous.</p> <p>Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détection Ammoniac – ancienneté, environnement et compétence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – ancienneté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Constats : Les installations de détections ont été implantées réciproquement en 2009 dans la 1^e salle des machines et en 2014 dans l'autre. Le rapport de mise en service du 24/02/2014 de la centrale MX32 + 2 détecteurs (dans la chambre 2) a été présenté. Les cellules de détection ont été remplacées cette année. L'exploitant ne dispose pas d'un cahier des charges décrivant les contextes d'utilisation.</p> <p>Un contrôle annuel des détecteurs et des centrales est réalisé par un prestataire externe selon la fréquence établie . La dernière vérification a été réalisée par la société Teledyne (ex OLDHAM); l'exploitant ne connaît pas les qualifications des opérateurs effectuant les vérifications. L'exploitant n'a pas été en mesure non plus de préciser si les contextes d'utilisation sont exempts de "poisons" si les détecteurs sont dépoussiérés lors des opérations d'entretien annuelles.</p> <p>Observations : L'exploitant doit confirmer que les opérateurs procédant à la vérification des installations sont dûment qualifiés, qu'il n'y a pas de risque de pollution des capteurs et que les détecteurs sont nettoyés régulièrement pour éviter le risque d'empoussièrement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Détection Ammoniac – fréquence, périmètre et saisonnalité des tests

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – fréquence de tests
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et en particulier les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p>Constats : L'ensemble des détecteurs sont testés tous les ans à la même période par un prestataire. Le dernier rapport d'intervention (n°220914205214) suite à l'intervention du 14/09/22 a été présenté. Il en ressort que tous les détecteurs sont vérifiés. L'exploitant indique que les contrôles sont toujours réalisés en période hivernale.</p> <p>Aucune non-conformité relevée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure de tests : critères d'acceptabilité et shunt
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçues pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de procédure de test contenant les éléments spécifiques indiqués dans la notice constructeur et les critères d'acceptabilité retenus lors des tests pour valider le bon fonctionnement du système de détection.</p> <p>D'après le rapport d'intervention, le déclenchement de l'alarme et des asservissements est vérifié lors des tests (pour tous les détecteurs). La maintenance et un étalonnage au gaz étalon sont effectués une fois par an par le prestataire dans le cadre de la vérification annuelle. Quand un capteur doit être changé, il arrive étalonné et est testé ensuite. Le prestataire est systématiquement accompagné par l'exploitant.</p> <p>Observations : Une procédure définissant les modalités des tests et de maintenance/étalonnage des détecteurs doit être établie et tenus à disposition de l'inspection des installations classées; celle-ci doit notamment inclure:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place du shunt/mode maintenance et sa levée en fin d'opération en cas de test sans asservissement; - le type de bouteille de gaz, dont la concentration doit couvrir les seuils de sécurité testés et être adaptée à la gamme du capteur; - les critères d'acceptabilité (qui devront faire l'objet d'une traçabilité); - les actions à mener en cas de non-respect de ces critères d'acceptabilité; - le temps de réponse; - etc. <p>Cette procédure permet de formaliser les différentes étapes à accomplir pour réaliser un test complet et reproductible des détecteurs ammoniac installés. Un test doit par ailleurs être réalisé après tout étalonnage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements. Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.
Constats : L'exploitant indique que la gestion des pièces détachées est assurée par son prestataire. Il n'y a pas de procédure spécifique en cas d'indisponibilité d'un détecteur; l'exploitant indique qu'en cas de besoin, il demande un devis à son prestataire. Par ailleurs, il apparaît dans le rapport de vérification que les centrales MX32 V1 et MX48 ne sont plus fabriquées actuellement et font l'objet d'une obsolescence produit ce qui signifie que sa maintenance pourrait être limitée. Dans la salle des machines n°1, tous les capteurs étant doublés, en cas de défaillance d'un détecteur, la surveillance resterait assurée. Dans la salle des machines n°2, les détecteurs ne sont pas doublés mais celle-ci s'avère être d'après l'exploitant régulièrement à l'arrêt (l'installation dans la salle n°1 étant suffisante) et peut donc être arrêtée en cas de panne dans l'attente des travaux.
Observations : L'exploitant doit établir et tenir à disposition de l'inspection des installations classées une procédure écrite de gestion de la sécurité en cas d'indisponibilité ou de maintenance des détecteurs (redondance, mesure compensatoire, etc.). De plus, l'exploitant doit se rapprocher de son prestataire pour identifier les incidences liées à "l'obsolescence" de ses centrales et notamment les risques en cas de panne et les délais de remplacement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Lettre du 09/03/2020
Thème(s) : Situation administrative, Point sur les suites données à la précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Non-conformité majeure n°1 : Un porter à connaissance du préfet indiquant les modifications apportées aux installations en application de l'article 1.71 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2009 doit être communiqué sous 2 mois. L'impact de l'installation du local archives qui se situe « en limite de propriété » et de l'ensemble des modifications doivent notamment être évalués au niveau du risque incendie.</p> <p>Non-conformité majeure n°2 : L'exploitant justifiera des zones d'effet de son installation au moyen d'une modélisation actualisée intégrant l'absence de système d'irrigation de la paroi intérieure par un système de sprinklage prévue à l'article 8.7.9 de son arrêté préfectoral. Il se rapprochera du SDIS afin d'évaluer la pertinence des mesures de défense prévues dans la configuration actuelle du site et mettra à jour son POI le cas échéant. L'ensemble sera transmis sous 2 mois à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°1 : L'arrêté préfectoral doit être mis à jour au regard des évolutions des rubriques de la nomenclature ICPE et des modifications apportées à l'installation en 2014 et 2016. L'exploitant doit régulariser sa situation et transmettre sous 2 mois un courrier à la préfecture précisant les modifications apportées à ses installations depuis 2014 et se positionnant sur son régime de classement pour chaque rubrique. Il demandera le bénéfice des droits acquis pour les nouvelles rubriques concernées le cas échéant.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°2 : L'exploitant doit faire réaliser sous 2 mois les mesures requises à l'article 10.2.2.1 de son arrêté préfectoral pour l'ensemble des rejets des eaux résiduaires.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°3 : L'autorisation de déversement des rejets vers la station communale de la ville de Vire est arrivée à échéance en 2013, celle-ci doit-être renouvelée. Par ailleurs, l'exploitant justifiera du respect des valeurs limites prescrites à l'article 4.3.9 de son arrêté préfectoral sous 2 mois à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°4 : L'exploitant transmettra sous 2 mois à l'inspection des installations classées l'étude Atex relative aux nouveaux espaces de stockage des batteries (ou les éléments techniques justifiant de l'absence de risque Atex) pour les 8 chariots élévateurs et confirmera les puissances associées.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°5 : L'exploitant transmettra sous 2 mois à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification des installations contre la foudre. Il confirmera à l'inspection des installations classées le traitement de l'ensemble des non-conformités identifiées en 2018.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°6 : L'exploitant se mettra en conformité sous 2 mois avec les articles 8.7.1 et 8.7.2 de son arrêté préfectoral. Par ailleurs, l'exploitant confirmera à l'inspection des installations classées le potentiel hydraulique requis en cas d'incendie et justifiera des moyens de lutte dont il dispose du fait des modifications/extensions apportées sur son site, il s'assurera en particulier du débit en simultané des poteaux incendie qu'il a pris en compte. Par ailleurs, l'exploitant justifiera sous 2 mois du confinement des eaux d'extinction polluées en cas d'incendie au regard des modifications apportées sur son site conformément à l'article 8.7.7.2 de son arrêté préfectoral.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n° 7 : L'exploitant communiquera sous 2 mois à l'inspection des installations classées le plan des réseaux conformément à l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°8 : L'exploitant se mettra en conformité sous 2 mois avec l'article 8.6.3 de son arrêté préfectoral concernant les rétentions des produits stockés sur son site.</p> <p>Ecart appelant une réponse de l'exploitant n°9 : L'exploitant se mettra en conformité sous 2 mois avec l'article 9.2.3.4</p>
<p>Constats : Suite à la précédente visite d'inspection, 2 non-conformités majeures et 9 écarts appelant une réponse avaient été relevés. L'exploitant y avait donné suite par mails du 14/04/2020 et du 23/06/2020.</p>

<p>Lors de cette visite, un point de situation a été réalisé; il en ressort que l'exploitant a présenté les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dossier de porter à connaissance et une nouvelle modélisation des effets ont été transmises à l'inspection des installations classées (en réponse aux non-conformités majeures 1 et 2); ceux-ci sont en cours d'instruction. - une mise à jour de la situation administrative a été transmise (à réponse à l'écart n°1); ce point est soldé; - l'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures des rejets aqueux sur son site, attestant de la prise en compte de l'écart n°2; - l'étude ATEX a été réalisée le 25/06/2020 en réponse à l'écart n°4; - Concernant la protection contre la foudre, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification établi par BCM foudre le 21/06/2022; celui-ci conclut sur la nécessité de faire des travaux (remplacement des 4 PDA) pour lesquels commande avait été passée le 25/10/2022; - Pour ce qui est de la défense incendie, l'exploitant a présenté les débits de 4 poteaux ; la présence des 2 réserves avec cannes d'aspiration a également été constatée lors de la visite; Les plans des réseaux avaient été transmis en mai 2020; - Pour la rétention des produits, une armoire dédiée a été commandée; - L'exploitant a indiqué que ses installations frigorifiques ont été supprimées.
<p>Observations : L'exploitant a ainsi apporté réponse aux écarts soulevés lors de la précédente inspection.; ne s'agissant pas de l'objet principal de la visite, ces points n'ont pas fait l'objet d'investigations plus approfondies lors de cette inspection. L'exploitant doit poursuivre l'entretien de ses installations, et notamment de celles relatives à la prévention et lutte contre l'incendie et la protection contre la foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>